

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 november 2002 tot vaststelling van de regels voor de aanpassing van lestijdendotaties in het onderwijs voor sociale promotie*

Art. 14. Artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 november 2002 tot vaststelling van de regels voor de aanpassing van lestijdendotaties in het onderwijs voor sociale promotie, wordt gewijzigd als volgt :

1° a) wordt vervangen als volgt : “a) Opleiding : onder opleiding wordt verstaan de onderwijseenheden”;

2° f) wordt vervangen als volgt : “f) Bijzondere gevallen : worden beschouwd als bijzondere gevallen, de lestijden besteed aan de begeleiding, de bijkomende lestijden, de valorisatie van formele, informele of niet-formele leerresultaten, de lestijden van de pedagogische opvolging, de studieraad en de pedagogische en technische deskundigheid. De cursusactiviteiten besteed aan de organisaties in gevangenissen of in e-learning worden gelijkgesteld met bijzondere gevallen;”.

Art. 15. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt 4° geschrapt.

Art. 16. In artikel 4 van hetzelfde besluit, tweede lid, wordt 4° aangevuld als volgt :

“De valorisatie van niet-formele of informele leerresultaten met als gevolg de bekrachtiging van een onderwijseenheid genereert de gewogen lestijden-leerling naar rata van 10% van de lestijden voorzien voor de onderwijseenheid waarvoor de valorisatie geactiveerd wordt.”

HOOFDSTUK VIII. — *Ophettings- en slotbepalingen*

Art. 17. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 september 2011 tot vaststelling van de wijze van erkenning van de verworven bekwaamheid voor de toelating tot de studies, de cursus en de bekrachtiging ervan in het onderwijs voor sociale promotie, wordt opgeheven.

Art. 18. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001 tot vaststelling van de regels voor de aanpassingen van de lestijdendotaties in het onderwijs voor sociale promotie, wordt opgeheven.

Art. 19. De Minister van Onderwijs voor sociale promotie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 november 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd,
Vrouwenrechten en Gelijke kansen,
I. SIMONIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/10135]

20 DECEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E., l'article 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile, les articles 1^{er}, 2, 4, 5, 6, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 31, 32, 33, 34, 43;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 21 juin 2017;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 novembre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 décembre 2017;

Vu l'urgence motivée par le fait que les modifications réglementaires proposées par le présent arrêté sont indispensables pour le maintien de l'activité et l'emploi des opérateurs d'accueil anciennement subventionnés par le Fonds des Équipements et des Services Collectifs (FESC);

Que, suite à la dissolution du FESC lors de la 6^{ème} réforme de l'Etat, la Communauté française a décidé de poursuivre les missions de ce Fonds tout en les intégrant dans les réglementations existantes pour le secteur de l'accueil des enfants;

Qu'à cette fin, le Gouvernement de la Communauté française a approuvé le 17 décembre 2014 un arrêté fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile pour fixer les critères d'agrément et de subventionnement, ainsi que les modalités de subventionnement auxquels seront soumis ces opérateurs;

Qu'afin de maintenir l'offre d'accueil des opérateurs et de sauvegarder l'emploi existant, le Gouvernement de la Communauté française a décidé en 2014 d'instaurer une période transitoire au cours de laquelle les dispositions prévues dans les arrêtés du 17 décembre 2014 sont testées et confrontées aux réalités du terrain, ceci dans le but de voir si la réglementation précitée permet de rencontrer l'objectif visé;

Que les résultats du test à blanc réalisé pendant la période transitoire transmis en juin, fin octobre et mi-novembre 2017 à la Ministre de l'Enfance ont démontré l'importance de modifier la réglementation précitée pour sauvegarder l'activité et l'emploi des opérateurs;

Que la période transitoire se clôture le 31 décembre 2017;

Que les conséquences pour les opérateurs seront importantes si le présent arrêté n'est pas approuvé par le Gouvernement de la Communauté française avant cette date, notamment en termes de diminution de subventions pouvant aller jusqu'à plus de 50% pour les 22 opérateurs concernés;

Que la situation aura donc un impact financier important pour les opérateurs d'accueil concernés mais également un impact important en termes de charges administratives pour eux et pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance chargé de gérer ces agréments et subventionnement, notamment le fait de devoir organiser et gérer deux systèmes de subventionnement différents au cours d'une seule année civile;

Qu'il convient qu'afin de garantir la continuité et une stabilité à ces opérateurs d'accueil, le présent arrêté soit adopté avant la fin de la période transitoire prévue le 31 décembre 2017;

Vu l'avis n° 62.632/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 décembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le « test genre » du 21 novembre 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensembles politiques de la Communauté française;

Sur proposition de la Vice-Présidente et Minsitre de la Culture et de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile, les modifications suivantes sont apportées :

1° sont insérés les 6/1° et 6/2°, rédigés comme suit :

« 6/1° « la demande d'accueil » : demande par laquelle les parents sollicitent l'intervention du service;

6/2° « l'inscription » : ensemble de formalités visant à constituer le dossier de l'enfant, suite auxquelles le service communique le projet d'accueil aux parents; »;

2° est complété par un 17° rédigé comme suit :

« 17° « jours ouvrables » : jour qui n'est ni un samedi, ni un dimanche, ni un jour férié. ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 2. § 1^{er}. Le service d'accueil d'enfants malades à domicile prend en charge l'accueil des enfants de 0 à 12 ans qui, pour des raisons médicales, ne peuvent fréquenter le milieu d'accueil ou scolaire pour une durée n'excédant pas dix jours ouvrables consécutifs et qui n'implique pas leur hospitalisation.

A titre exceptionnel, le service peut prendre en charge un enfant pour une durée excédant dix jours ouvrables consécutifs lorsque la pathologie de l'enfant le nécessite et moyennant l'encadrement adéquat compte tenu de la pathologie.

§ 2. La prise en charge doit être justifiée par un certificat médical.

Par dérogation, l'Office peut accorder une dispense à cette obligation dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2. ».

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Ce dossier comprend au minimum les coordonnées de l'enfant, les coordonnées des parents, une fiche médicale de l'enfant conforme au modèle élaborée par l'Office, les coordonnées du médecin traitant, ainsi qu'un certificat médical attestant l'impossibilité pour l'enfant de fréquenter son milieu d'accueil ou scolaire et précisant les dates de celle-ci. »;

2° dans le paragraphe 4, le mot « recommandé » est remplacé par le mot « élaboré ».

Art. 4. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 6. § 1^{er}. Le service assure une permanence téléphonique pendant ses heures d'ouverture, au minimum durant 5 heures par jour les jours ouvrables. En dehors de ces heures, les parents ont accès soit à une centrale téléphonique soit à un répondeur ou à un système de messagerie les informant des délais de réponse.

§ 2. Le service répond immédiatement à la demande d'accueil durant sa permanence téléphonique, ou dans un délai de maximum 24 heures en dehors de ces heures.

§ 3. Le service est ouvert au minimum 220 jours par an. ».

Art. 5. A l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° a l'alinéa 1^{er}, les mots « , exempt de condamnation ou de mesure d'internement pour faits de mœurs ou de violence à l'égard de mineurs » sont remplacés par les mots « vierge de toutes décisions ou condamnations pour des faits commis à l'égard d'un mineur et de toute interdiction d'exercer une activité qui le mettrait en contact avec des mineurs, décidée par un juge ou une juridiction d'instruction en application de l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive »;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots : « et datant de moins de six mois au moment de l'engagement de l'accueillant-e; cet extrait de casier judiciaire doit être renouvelé tous les cinq ans, ainsi que sur simple demande de l'Office »;

3° à l'alinéa 2, les mots « le service dispose de la preuve de l'immunité contre la rubéole lors de l'entrée en fonction » sont remplacés par les mots « le service dispose, lors de l'entrée en fonction, de la preuve de l'immunité contre la rubéole ».

Art. 6. Dans l'article 13, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, les mots « reconnue par l'Office » sont insérés entre les mots « en premiers soins » et les mots « , les rendant aptes ».

Art. 7. Dans l'article 14 du même arrêté, le mot « Tout » est remplacé par les mots « Indépendamment de l'actualisation de la formation en premiers soins, tout ».

Art. 8. L'article 17 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 17. L'accueillant-e rédige un rapport écrit sur le déroulement de la journée et le fait signer aux parents. ».

Art. 9. Dans l'article 18 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le service demande aux parents des enfants accueillis une participation financière et prévoit une possibilité de réduction tenant compte de la situation financière et sociale des parents. La participation financière ne peut dépasser le plafond fixé par le Ministre en charge de l'Enfance sur proposition de l'Office et doit être fixée par le règlement d'ordre intérieur du service. ».

Art. 10. L'article 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 20. En cas de dégradation de l'état de santé de l'enfant pendant un accueil, l'accueillant-e avertit immédiatement les parents et fait appel au médecin traitant ou à un médecin renseigné par le service d'accueil d'enfants malades ou au service médical le plus proche, ou à l'aide médicale urgente. ».

Art. 11. Dans l'article 31 du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Pour les projets FESC, les aides et subventions à l'emploi visées à l'alinéa précédent incluent les aides et subventions constatées lors de la simulation réalisée au cours de la période transitoire pour l'année 2015. ».

Art. 12. L'article 32 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les modalités et conditions de justification des subsides alloués sont détaillées dans un guide administratif et financier élaboré par l'Office. ».

Art. 13. Dans le chapitre IV du même arrêté, il est inséré un article 42/1 rédigé comme suit :

« Article 42/1. Les projets FESC qui, à l'issue de la période transitoire visée par l'article 40, § 2, ne satisfont pas aux conditions d'agrément visés dans le chapitre II, section 1^{er} et/ou de subventionnement visé à l'article 29, bénéficient d'une période d'adaptation de 2 ans en vue de se conformer aux critères.

Pendant cette période d'adaptation, l'Office octroie une subvention aux projets FESC qui souhaitent bénéficier de cette période dont le montant est équivalent au montant perçu durant la période transitoire, indexée en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice santé de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente. ».

Art. 14. Dans l'article 43 du même arrêté, l'alinéa 2 est complété par les mots « sauf pour les services mentionnés au point 2 tant qu'ils fonctionnent avec moins de trois accueillant-e-s ».

Art. 15. Le Ministre qui a l'Enfance dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Bruxelles, le 20 décembre 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/10135]

20 DECEMBER 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van de regelgeving van de thuisopvangdiensten voor zieke kinderen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », artikel 3;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van de regelgeving van de thuisopvangdiensten voor zieke kinderen, de artikelen 1, 2, 4, 5, 6, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 31, 32, 33, 34, 43;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 21 juni 2017;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 november 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 7 december 2017;

Overwegende dat er dringende noodzakelijkheid bestaat, omdat de door dit besluit voorgestelde reglementaire wijzigingen onontbeerlijk zijn voor het behoud van de activiteit en de betrekkingen van de opvangoperatoren die vroeger door het FESC ("Fonds d'Équipement et de Services collectifs" – Fonds voor uitrusting en collectieve diensten") werden gesubsidieerd;

Dat de Franse Gemeenschap, ten gevolge van de ontbinding van het FESC bij de Zesde Staatshervorming, heeft beslist de opdrachten van dat Fonds voort te zetten, door deze op te nemen in de bestaande reglementeringen voor de sector kinderopvang;

Dat de Regering van de Franse Gemeenschap op 17 december 2014 daartoe een besluit tot vaststelling van de regelgeving van de thuisopvangdiensten voor zieke kinderen, heeft goedgekeurd om de erkennings- en subsidiëeringscriteria vast te stellen, en om de nadere subsidiëeringsregels vast te stellen die deze operatoren zullen moeten naleven;

Dat de Regering van de Franse Gemeenschap, om het opvangaanbod van operatoren en de bestaande betrekkingen te behouden, in 2014 heeft beslist een overgangsperiode in te stellen gedurende welke de in de besluiten van 17 december 2014 vastgestelde bepalingen worden getest en getoetst aan de realiteit van de werkvloer, om na te kijken of de voormelde reglementering het mogelijk maakt om het beoogde doel te bereiken;

Dat de resultaten van de gedurende de overgangsperiode uitgevoerde blanco-test, die einde oktober en midden-november 2017 aan de Minister van Kind werden meegedeeld, hebben aangetoond dat het belangrijk is de voormelde reglementering te wijzigen om de activiteit en de betrekkingen van de operatoren te beveiligen;

Dat de overgangsperiode op 31 december 2017 eindigt;

Dat de gevolgen voor de operatoren belangrijk zullen zijn indien dit besluit niet vóór die datum door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt goedgekeurd, inzonderheid inzake vermindering van de subsidies die tot meer dan 50 % voor 22 betrokken operatoren kunnen bedragen;

Dat de toestand bijgevolg belangrijke financiële gevolgen zal hebben voor de betrokken opvangoperatoren maar ook belangrijke gevolgen inzake administratieve lasten zal hebben voor hen en de "Office de la Naissance et de l'Enfance", belast met het beheer van die erkenning en die subsidiëring, inzonderheid op het vlak van het organiseren en beheren van twee verschillende subsidiëringssystemen gedurende hetzelfde burgerlijk jaar;

Dat dit besluit, om die opvangoperatoren continuïteit en stabiliteit te kunnen waarborgen, vóór het einde van de op 31 december 2017 vastgestelde overgangperiode moet worden goedgekeurd;

Gelet op het advies nr. 62.633/4 van de Raad van State, gegeven op 13 december 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de "gendertest" van 21 november 2017, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Vice-President en Minister van Cultuur en Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van de regelgeving van de thuisopvangdiensten voor zieke kinderen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 6/1° en 6/2° worden ingevoegd, luidend als volgt :

« 6/1° « de aanvraag om opvang » : aanvraag waardoor ouders de interventie van de dienst aanvragen;

6/2° « de inschrijving » : geheel van de formaliteiten om het dossier van het kind op te maken, ten gevolge waarvan de dienst het opvangproject aan de ouders meedeelt; »;

2° wordt aangevuld met een 17°, luidend als volgt :

« 17° « werkdagen » : een dag die geen zaterdag, zondag of feestdag is. ».

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 2. § 1. De thuisopvangdienst voor zieke kinderen zorgt voor de opvang van kinderen tussen 0 en 12 jaar die, om medische redenen, niet naar de opvangvoorziening of naar school kunnen gaan voor een duur die tien opeenvolgende werkdagen niet overschrijdt en die tot geen ziekehuisopname leidt.

De dienst kan uitzonderlijk een kind opvangen voor een duur hoger dan tien opeenvolgende werkdagen wanneer de pathologie van het kind het nodig maakt en mits de aangepaste begeleiding rekening houdend met de pathologie.

§ 2. De opvang moet verantwoord worden door een medisch getuigschrift.

In afwijking hiervan kan de Dienst een vrijstelling van deze verplichting toekennen voor de gevallen bedoeld in § 1, tweede lid. ».

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Dit dossier omvat ten minste de persoonlijke gegevens van het kind en van de ouders, een medische fiche van het kind die overeenstemt met het door de Dienst opgemaakte model, de persoonlijke gegevens van de behandelende arts, alsook een medisch getuigschrift waarbij bewezen wordt dat het kind niet naar de opvangvoorziening of naar school kan gaan en waarbij de datums hiervan vermeld worden. »;

2° In § 4 wordt het woord « aanbevolen » vervangen door het woord « opgemaakt ».

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 6. § 1. De dienst houdt één telefoonpermanente tijdens de openingsuren, ten minste 5 uur per dag tijdens de werkdagen. Buiten deze uren hebben de ouders ofwel toegang tot een telefooncentrale, ofwel tot een antwoordapparaat of een berichtstelsel die hen over de termijnen van antwoord informeren.

§ 2. De dienst geeft onmiddellijk een antwoord op de aanvraag om opvang tijdens de telefoonpermanente, of binnen een termijn van hoogstens 24 uur buiten deze uren.

§ 3. De dienst is ten minste 220 dagen per jaar open. ».

Art. 5. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « , zonder de minste veroordeling of interneringsmaatregel voor zedenfeiten of gewelddaden ten opzichte van minderjarigen » vervangen door de woorden « vrij van alle beslissingen of veroordelingen voor daden ten opzichte van een minderjarige en van elk verbod om een activiteit uit te oefenen waarbij hij in aanraking zou komen met minderjarigen, uitgesproken door een rechter of een onderzoeksgerecht overeenkomstig artikel 35, § 1, tweede lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis »;

2° het eerste lid wordt aangevuld als volgt : « en daterend van minder dan zes maanden bij de aanwerving van de opvanger(ster); dit uittreksel uit het strafregister moet om de vijf jaar hernieuwd worden, alsook op gewone aanvraag van de Dienst »;

3° in het tweede lid worden de woorden « beschikt de dienst over het bewijs van de immuniteitstoestand tegen de rode hond bij de indiensttreding » vervangen door de woorden "beschikt de dienst, bij de indiensttreding, over het bewijs van de immuniteitstoestand tegen de rode hond".

Art. 6. In artikel 13, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « die erkend wordt door de Dienst » ingevoegd tussen de woorden « in eerste hulpzorg » en de woorden « zodat ze de verslechtersymptomen van de gezondheidstoestand van het kind ».

Art. 7. In artikel 14 van hetzelfde besluit wordt het woord « Elke » vervangen door de woorden « Los van de vernieuwing van de opleiding in eerste hulpzorg zorgt ».

Art. 8. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 17. De kinderopvanger(ster) stelt een schriftelijk verslag op over het verloop van de dag en laat dit verslag door ouders ondertekenen. ».

Art. 9. In artikel 18 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De dienst vraagt een financiële bijdrage aan de ouders van de opgevangen kinderen en voorziet in de mogelijkheid van een vermindering rekening houdend met de financiële en sociale toestand van de ouders. De financiële bijdrage mag niet het maximumbedrag overschrijden dat door de Minister van Kind vastgesteld wordt op voorstel van de Dienst en moet in het huishoudelijk reglement van de dienst bepaald worden. ».

Art. 10. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 20. Bij verslechtering van de gezondheidstoestand van het kind tijdens een opvang verwittigt de kinderopvangster onmiddellijk de ouders en contacteert hij(zij) de behandelende arts of een arts vermeld door de opvangdienst voor zieke kinderen of de dichtsbijzijnde medische dienst, of doet hij(zij) een beroep op de dringende medische hulp. ».

Art. 11. In artikel 31 van hetzelfde besluit wordt een lid tussen het tweede en derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de FESC-projecten omvatten de steun en subsidies voor de tewerkstelling bedoeld in het vorige lid de steun en subsidies die vastgesteld worden bij de simulatie gemaakt tijdens de overgangperiode voor het jaar 2015. ».

Art. 12. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De nadere regels en de voorwaarden voor de verantwoording van de toegekende subsidies worden uitvoerig beschreven in een administratieve en financiële gids die door de Dienst wordt uitgewerkt. ».

Art. 13. In hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt een artikel 42/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 42/1. De FESC-projecten die, na de overgangperiode bedoeld in artikel 40, § 2, niet beantwoorden aan de erkenningsvoorwaarden bedoeld in hoofdstuk II, afdeling 1 en/of de subsidiëeringsvoorwaarden bedoeld in artikel 29, komen in aanmerking voor een aanpassingsperiode van 2 jaar om zich te schikken naar de criteria.

Tijdens deze aanpassingsperiode kent de Dienst een subsidie toe aan FESC-projecten die in aanmerking willen komen voor deze periode waarvan het bedrag gelijk is aan het bedrag ontvangen tijdens de overgangperiode, dat geïndexeerd wordt door op de bedragen van het vorige burgerlijk jaar de verhouding toe te passen tussen het gezondheidsindexcijfer van januari van het lopende burgerlijk jaar en het indexcijfer van januari van het vorige burgerlijk jaar. ».

Art. 14. In artikel 43 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid aangevuld als volgt « behalve voor de diensten vermeld onder punt 2 voor zover ze met minder dan drie kinderopvangsters werken ».

Art. 15. De Minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018.

Brussel, 20 december 2017.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/10136]

20 DECEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, tel que modifié, les articles 35 et 35/1;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, tel que modifié, les articles 26/1, 26/3, 26/4, 26/5, 26/7, 26/8, 26/10, 26/11, 30/1 et 30/3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juin 2014 portant approbation de l'avenant n° 1 au contrat de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance 2013-2018;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 21 juin 2017;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 23 novembre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 décembre 2017;

Vu l'urgence motivée par le fait que les modifications réglementaires proposées par le présent arrêté sont indispensables pour le maintien de l'activité et l'emploi des opérateurs d'accueil anciennement subventionnés par le Fonds des Équipements et des Services Collectifs (FESC);

Que, suite à la dissolution du FESC lors de la 6ème réforme de l'Etat, la Communauté française a décidé de poursuivre les missions de ce Fonds tout en les intégrant dans les réglementations existantes pour le secteur de l'accueil des enfants;

Qu'à cette fin, le Gouvernement de la Communauté française a approuvé le 17 décembre 2014 un arrêté modifiant l'arrêté du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire pour fixer les critères d'agrément et de subventionnement, ainsi que les modalités de subventionnement auxquels seront soumis ces opérateurs;

Qu'afin de maintenir l'offre d'accueil des opérateurs et de sauvegarder l'emploi existant, le Gouvernement de la Communauté française a décidé en 2014 d'instaurer une période transitoire au cours de laquelle les dispositions prévues dans les arrêtés du 17 décembre 2014 sont testées et confrontées aux réalités du terrain, ceci dans le but de voir si la réglementation précitée permet de rencontrer l'objectif visé;